

LA BIOÉCONOMIE, UN MONDE À RÉINVENTER

René Passet

Presses de Sciences Po | « Écologie & politique »

2012/2 N° 45 | pages 83 à 91

ISSN 1166-3030

ISBN 9782724632866

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique1-2012-2-page-83.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La bioéconomie, un monde à réinventer

RENÉ PASSET

RÉSUMÉ Au moment où, par-delà les crises économiques les plus spectaculaires, ce qui se joue n'est autre que l'avenir même de la biosphère porteuse de toute vie, il est urgent de comprendre que le seul paradigme susceptible de durer sera d'ordre bioéconomique. Par « bioéconomie », il faut entendre, non point une discipline nouvelle, ni une branche supplémentaire de l'économie, mais celle-ci tout entière subordonnée au respect des mécanismes régulateurs par lesquels la biosphère assure sa reproduction dans le temps.

MOTS CLÉS Bioéconomie, environnement, développement durable.

ABSTRACT At a time when, down the most dramatic economic crisis, what is at stake is nothing else than the future of the biosphere as the carrier of all life, we must understand that the only paradigm likely to last will be the bioeconomic order. "Bioeconomy" is not a new discipline, nor another branch of the economy, but the whole economy subordinated to the respect of the regulating mechanisms by which the biosphere ensures its reproduction.

KEYWORDS Bioeconomy, environment, sustainable development.

Notre époque se caractérise par la rencontre de trois événements majeurs : une révolution technologique qui déplace les forces motrices de l'économie du champ de l'énergie vers celui de l'immatériel ; l'émergence d'un pôle de domination financier, imposant sa logique instrumentale comme finalité et réduisant la finalité humaine au rôle de variable d'ajustement ; un passage aux limites à partir duquel la capacité de transformation de la nature par les hommes menace la pérennité de cette dernière. Ces trois phénomènes sont interdépendants et ne peuvent se comprendre indépendamment les uns des autres.

Ensemble, ils constituent une mutation, c'est-à-dire un changement qualitatif dans les modes d'organisation, de fonctionnement et d'évolution des sociétés. Ce n'est pas la première fois que de telles ruptures se produisent dans l'histoire humaine : sédentarisation des populations au néolithique, maîtrise des forces naturelles au Moyen Âge, généralisation des instruments mécaniques aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, essor des énergies fossiles à partir de la fin du ^{xviii}^e siècle, maîtrise des énergies nucléaires et physico-chimiques au ^{xx}^e siècle...

À chaque fois, un ordre socio-économique succède à un autre. Chacun d'eux possède sa logique exprimée par un modèle théorique de pensée (ou paradigme) visant à en exprimer la cohérence : ainsi, l'orthodoxie néoclassique s'affirmait à la fin du ^{xix}^e siècle et se brisait contre la crise de 1929 ; à partir des années 1970, l'économie keynésienne qui lui avait succédé, confrontée à la stagflation, révélait, à son tour, ses limites ; aujourd'hui, avec les crises successives des « subprimes » et de la dette souveraine, le système néolibéral s'empêtre dans ses contradictions.

Au moment où, par-delà les crises économiques les plus spectaculaires, ce qui se joue n'est autre que l'avenir même de la biosphère porteuse de toute vie, il est urgent de comprendre que le seul paradigme susceptible de durer sera d'ordre bioéconomique. Par « bioéconomie », il faut entendre, non point une discipline nouvelle, ni une branche supplémentaire de l'économie, mais celle-ci tout entière subordonnée au respect des mécanismes régulateurs par lesquels la biosphère assure sa reproduction dans le temps.

Cette situation constitue l'aboutissement d'une évolution dont les précédents « Sommets de la Terre » ont jalonné l'émergence.

Les « Sommets de la Terre » : de l'environnement au développement durable

La conférence de Stockholm (1972) avait pour thème « l'environnement »

Celui-ci correspond aux prises de conscience provoquées par les premières grandes catastrophes écologiques liées au naufrage de pétroliers géants, à des accidents survenus dans des centrales nucléaires ou à de graves pollutions d'origine chimique¹. Jusqu'alors, bien rares étaient les penseurs qui avaient osé mettre en doute le caractère bénéfique de la croissance quantitative². Très généralement, les mots « croissance » et « développement » étaient tenus pour synonymes.

Voilà donc des événements graves. Mais, comme il s'agit d'atteintes spécifiques et localisées, se produisant *autour* des lieux d'activité, on parle d'*environnement*. Leur forme accidentelle leur confère l'apparence de dysfonctionnements par rapport à la normalité d'un système qu'ils ne semblent pas remettre en cause. On réduit ainsi le problème environnemental à « une simple question de correction d'un défaut d'allocation des ressources au moyen de redevances de pollution³ ». Dans cet esprit, l'« internalisation des effets externes », dans la ligne ouverte par A.-C. Pigou, a pour objet de reporter sur chaque responsable les coûts qu'il rejette sur la collectivité (« principe pollueur-payeur ») afin que l'optimisation sociale puisse découler, comme le veut la théorie, de la conjonction des optima individuels rétablis à leur véritable niveau⁴. Ainsi, la pensée néoclassique réduit-elle la question environnementale à une question d'optimisation purement interne à la sphère économique.

1. Pétroliers géants (*Torrey Canyon* en 1967, *Amoco Cadiz* en 1978...), centrales atomiques (Three Mile Island en 1979, Tchernobyl en 1986, Fukushima en 2011), pollutions chimiques (1969 : pollution du Rhin avec le pesticide endosulfan et constat de la mort écologique du lac Érié; 1976 : dioxine de Seveso, en Italie).

2. Parmi eux, Bertrand de Jouvenel, « De l'économie politique à l'écologie politique », *Bulletin du SEDEIS*, n° 671, 1957, réédité dans *La civilisation de la puissance*, Fayard, Paris, 1976, p. 49-77.

3. W. Beckerman, « Economists, Scientists and Environmental Catastrophes », *Oxford Economic Papers*, vol. 4, n° 3, 1972, p. 327-344.

4. A.-C. Pigou, *The Economics of Welfare*, Macmillan, Londres, 1932 [1920].

Pourtant apparaissent les premières interrogations concernant la responsabilité du système économique. Dès 1971, Nicholas Georgescu-Roegen montre qu'on ne peut pleinement comprendre la croissance qu'en dépassant le cadre marchand pour l'insérer dans le flux énergétique solaire dont elle se nourrit⁵. Puis, en 1972, bien que le rapport du Club de Rome, *The Limits to Growth*⁶, se soit appuyé sur un « modèle dynamique global » élaboré par Jay W. Forrester, l'époque n'en retenait que les idées d'accidents, de dysfonctionnements ou d'épuisement ponctuels de ressources.

Au Sommet de la Terre de Rio (1992), le thème du « développement » fait son apparition aux côtés de l'environnement

Une croissance qui s'accompagne de la dégradation des milieux naturels (et de la détérioration des conditions de la vie humaine) peut-elle être qualifiée de développement ? Dès 1961, François Perroux avait souligné qu'on ne devait évoquer ce concept qu'à propos d'une croissance accompagnée « de changements structurels et mentaux favorables à sa poursuite » et avait assigné clairement pour finalité à l'économie « le développement de tout l'homme et de tous les hommes⁷ ». Et, en 1990, l'« Indicateur de développement humain » de l'Indien Amartya Sen était officiellement consacré sous la forme d'une publication régulière du Programme des Nations unies pour le développement. Au-delà d'une simple croissance linéaire du PIB, cet indicateur synthétisait de nombreuses données qualitatives autour de trois critères essentiels : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le niveau de vie. La hiérarchie des nations en ressortait sensiblement transformée, par rapport à celle résultant des seuls produits nationaux par tête.

Contrairement à la croissance (indicateur quantitatif, unidimensionnel et linéaire), le développement est un phénomène complexe – à la fois quantitatif, qualitatif et multidimensionnel – respectant les mécanismes régulateurs des sphères humaine et naturelle dans lesquelles il s'accomplit. Par définition, il est donc « durable ». Mais l'usage a décidé de réserver un sort particulier à cette dernière expression.

La conférence de Johannesburg (2002) s'attache à la question du « développement durable »

Dans les années 1980 sont apparues les atteintes dites « globales » à la nature : en 1985, se vérifie l'hypothèse émise dès 1974 par Molina et Rowlands, selon laquelle les chlorofluorocarbures attaqueraient l'ozone stratosphérique ;

5. N. Georgescu-Roegen, *The Entropy Law and the Economic Process*, Harvard Univ. Press, Cambridge, 1971. Plus modestement, j'avais, au début de cette même année, suggéré que la multiplication des phénomènes singuliers révélait l'existence d'un conflit plus général concernant les finalités de la sphère économique : « Une science tronquée », *La Monde*, 12 janvier 1971.

6. D. H. Meadows, D. L. Meadows, J. Randers et W. W. Behrens III, *Halte à la croissance ?*, Fayard, Paris, 1972.

7. F. Perroux, *L'économie du xx^e siècle*, PUF, Paris, 1961, p. 155.

on s'inquiète des pluies acides ; la question des émissions de CO₂ et de leur impact sur la température de la planète (soulevée en 1896 par le Suédois Svante Arrhenius) se trouve confirmée en 1989 par les études de la NASA ; on se préoccupe de la réduction de la biodiversité. Désormais, la croissance économique met en péril les grandes fonctions par lesquelles la nature maintient son aptitude à porter la vie. Ce n'est plus de dysfonctions qu'il faut parler, mais d'un véritable conflit entre deux logiques d'évolution. De l'environnement « qui entoure », on passe à la *biosphère* « qui englobe⁸ », conçue comme un système intégré d'interdépendances et de régulations, par lesquelles les espèces vivantes et les milieux qui les portent se reproduisent conjointement dans le temps.

Alors s'impose la véritable portée des travaux de Georgescu-Roegen. Son livre déjà cité, *The Entropy Law and the Economic Process*, franchit le pas décisif consistant à relier l'activité économique au flux de l'énergie solaire qui traverse la planète. Mais, en s'en tenant à la dégradation entropique de Carnot, il se condamne à ne considérer toute action humaine que sous l'angle d'un facteur d'épuisement de la biosphère⁹. C'est à cela que j'ai tenté de remédier à partir de 1979, avec *L'économique et le vivant*¹⁰, qui situe le processus économique dans la thermodynamique contemporaine des « structures dissipatives » de Prigogine¹¹. Celle-ci démontre que, dans un système ouvert, un apport énergétique extérieur peut provoquer des phénomènes de complexification et de structuration. La Terre étant un système ouvert sur l'énergie solaire, il me paraît en résulter que la capacité de transformation du monde par les hommes n'aboutit à la destruction de la nature que dans la mesure où elle dépasse la puissance d'autoreproduction spontanée de cette dernière.

En 1981, le Britannique Kenneth Boulding¹² s'attachait à replacer l'ensemble de l'évolution sociale dans sa relation avec le mouvement général de l'univers.

En 1987, l'expression « développement durable » que propose le célèbre rapport Brundtland¹³ s'impose au monde. Ce concept consacre, dans le domaine économique, le rôle crucial de la solidarité intergénérationnelle qu'avait approfondie, dès 1979, le philosophe allemand Hans Jonas¹⁴.

8. Il y a, dans « englober », l'idée de « réunir en un tout » qui ne se trouve pas dans « entourer ».

9. Sur tous ces points, je me permets de renvoyer aux développements que j'ai consacrés à cet auteur dans *Les grandes représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire : de l'univers magique au tourbillon créateur*, Les Liens qui Libèrent, Paris, 2010, p. 473-484.

10. R. Passet, *L'économique et le vivant*, Payot, Paris, 1979 (2^e éd., Economica, Paris, 1996).

11. R. Passet, « La thermodynamique d'un monde vivant : des structures dissipatives à l'économie », *Futuribles*, n° 39, décembre, 1980, p. 3-25.

12. K. E. Boulding, *Ecodynamics: A New Theory of Societal Evolution*, Sage, Londres, 1978.

13. Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*, Éditions du Fleuve, Montréal, 1988.

14. H. Jonas, *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Cerf, Paris, 1990.

Rio+20 : le défi de la bioéconomie

La conférence Rio+20 a repris le thème du développement durable. Celui-ci représente, en soi, le franchissement d'un seuil à partir duquel l'économie est amenée à repenser la plupart de ses conventions fondatrices, c'est-à-dire à se repenser totalement.

Les conventions fondatrices de l'économie, que l'on croyait intemporelles et universelles, ne reflétaient que les circonstances d'une époque et d'une société

– La nature n'est plus ce « bien libre » (inaltérable, inépuisable, indestructible) qui, selon les premiers classiques, n'ayant pas été produit par les hommes et n'ayant pas à être reproduit par eux, échappait au champ du calcul économique. La question du développement durable apparaît précisément lorsque la puissance de transformation du monde par les hommes dépasse la capacité de charge de la biosphère. En 2009, le calcul de l'« empreinte écologique¹⁵ » de la population mondiale révélait que le terrien moyen consomme 1,4 fois les surfaces disponibles sur sa planète. La nature entre donc dans le champ des ressources rares qu'il faut gérer et dont la pérennité devient un des problèmes majeurs de notre époque.

– Lorsque les niveaux de vie de la grande majorité des hommes étaient proches du minimum vital, le « plus » et le « mieux » allaient de pair. Mais, à mesure que s'élève le pouvoir d'achat des consommateurs, la relation entre leur « plus avoir » et leur sensation de « mieux-être » se relâche. Selon le « paradoxe d'Easterlin¹⁶ », la relation d'abord positive et fortement élevée aux niveaux les plus bas des revenus se détend progressivement, puis devient fluctuante, jusqu'à parfois s'inverser aux niveaux les plus élevés. Si donc l'économie a pour finalité d'accroître le bien-être des populations, sa performance ne peut plus se mesurer, en termes strictement quantitatifs, à travers l'efficacité de l'appareil productif. C'est du côté des satisfactions finales des agents qu'elle doit déplacer ses critères de choix et de gestion. La *rationalité instrumentale* cède le pas à ce que l'on peut qualifier de *rationalité finalisée*¹⁷.

– La substituabilité des biens et celle des facteurs se heurtent à des impossibilités physiques. Une unité supplémentaire d'un bien final dont le besoin est saturé ne compense plus la diminution quantitative d'un autre bien. En ce qui concerne les facteurs, la règle de Hicks, Hartwick et Solow selon laquelle l'épuisement de la nature (considérée comme un capital) pourrait être compensé

15. L'empreinte écologique peut être rapidement définie comme la mesure des surfaces productives de terre et d'eau nécessaires pour subvenir aux besoins d'un individu, d'une population ou d'une activité, et absorber ses déchets.

16. R. A. Easterlin, « Does Economic Growth Improve the Human Lot? Some Empirical Evidence », in P. A. David et M. W. Reder (dir.), *Nations and Households in Economic Growth: Essays in Honor of Moses Abramovitz*, Academic Press, New York, 1974, p. 89-125.

17. Voir *Les grandes représentations*, op. cit., p. 913-921.

par un accroissement du capital technique bute sur le fait que ce dernier est lui-même constitué des matériaux de la nature.

– Le dépassement des capacités de reproduction de la biosphère soulève la question des limites de la croissance quantitative. Dès le XIX^e siècle, «l'état stationnaire» des premiers classiques constituait une première réponse. Aujourd'hui, la question ressurgit sous la forme des *Limites de la croissance*¹⁸. Et l'on voit même apparaître un courant de pensée soutenant la cause de la «décroissance», comme si dans un univers où rien n'existe que par l'évolution et le dépassement, les difficultés pouvaient se résoudre par l'arrêt du mouvement ou le retour en arrière.

En fait, au-delà du quantitatif, s'ouvre à nous le champ immense du progrès qualitatif et des valeurs d'usage. Ainsi, au-delà de l'épuisement des sources d'énergie fossiles marchandes, réside le domaine considérable des énergies renouvelables et notamment de l'énergie solaire disponible en quantités dix mille fois supérieures aux besoins énergétiques de la planète.

L'insertion des sociétés humaines dans la logique du vivant revêt deux aspects

- *Au plan fonctionnel*, l'économie, dès lors qu'elle met en péril l'existence des milieux où elle puise ses ressources, doit redécouvrir qu'elle ne manipule pas seulement des flux monétaires, mais aussi des réalités physiques : matérielles, énergétiques et biologiques.

Elle se trouve confrontée aux vastes phénomènes d'interdépendance et de circularité par lesquels l'univers dont elle vit assure sa reproduction :

– Les mêmes éléments circulent en permanence entre les quatre grands réservoirs de la planète que sont l'atmosphère, l'hydrosphère, la lithosphère et la biomasse. Flux et stocks se reproduisent et se régulent mutuellement du fait que la diminution ou l'augmentation de l'un de ces derniers entraîne automatiquement celle des flux qui en émanent.

– Par la photosynthèse apparue il y a un peu plus de deux milliards d'années, la vie, se bouclant sur elle-même, apprenait à utiliser le rayonnement solaire comme source d'énergie lui permettant de métaboliser ses propres déchets : désormais, l'humus nourrissait la plante qui captait l'énergie solaire origine de toute forme vivante.

– Les conditions naturelles des milieux déterminent les espèces capables de s'adapter à eux et, réciproquement, le développement de celles-ci transforme les espaces où elles se développent.

Et c'est dans ces phénomènes, dont la circularité et l'interdépendance assurent la stabilité, que l'économie introduit sa logique linéaire visant à maximiser les profits résultant d'une dépense initiale. Ainsi surexploite-t-elle les réserves naturelles, provoque-t-elle les dégâts collatéraux des rejets qui, au-delà des

18. D. H. Meadows *et al.*, *op. cit.*

lieux d'exploitation économique, se répandent sur les écosystèmes, et dérègle-t-elle les mécanismes assurant la capacité de la biosphère à porter la vie.

Une approche bioéconomique s'attachera prioritairement à la préservation de ces fonctions, dans le respect :

- des rythmes de renouvellement des ressources (dites « renouvelables ») dont la reproduction se situe dans les temps de la prévision humaine, et des « prises de relais » nécessaires à la relève des ressources (dites « non renouvelables ») dont la reproduction se déroule à l'échelle des temps cosmiques ;
- des rythmes d'autoépuration des milieux ;
- des phénomènes, comme la biodiversité, assurant la stabilité des écosystèmes.

Ce faisant, l'économie redécouvre qu'elle est d'abord une science de la gestion sous contrainte.

- *Au plan organisationnel*, l'humanité s'est toujours structurée selon l'image qu'elle se faisait de l'ordre universel. Pour Platon, le microcosme humain devait refléter le macrocosme cosmique. À la représentation mécaniste du monde, héritée du XVIII^e siècle, répondait la distribution des pouvoirs au sein de l'entreprise et de la nation, ainsi que le découpage de l'espace administratif en structures emboîtées et hiérarchisées.

Aujourd'hui, l'ère de l'immatériel se caractérise par l'importance du facteur mental, de la relation et de l'organisation en réseau – dont le modèle n'est plus la machine mais le vivant. Celui-ci représente l'exemple type du système complexe :

Un organisme, disait le biologiste Henri Laborit, est constitué de structures possédant une finalité fonctionnelle qui, par niveaux d'organisation, concourent à la finalité de l'ensemble, finalité qui paraît être ce que l'on peut appeler la survie de cet organisme et qui résulte du maintien de sa structure complexe, dans un milieu qui l'est moins [...]. Cette notion nous amène à considérer que la finalité de chaque élément, de chaque sous-ensemble ou partie d'un organisme vivant, concourt à la finalité de cet organisme, mais qu'en rétroaction, le maintien de sa structure d'ensemble, finalité de cet organisme, assure la finalité de chacun de ces éléments, et donc le maintien de sa structure¹⁹.

Transposons rapidement ces quelques principes au plan socio-économique :

- La pluralité fonctionnelle correspond à la multiplicité des niveaux humains d'organisation dont chacun est un système ayant ses propres finalités et dont les fonctions varient de l'individu à la collectivité en passant par les groupements intermédiaires : société ou économie plurielle fonctionnant par l'harmonisation permanente de la diversité, l'opposition ou la complémentarité de leurs logiques spécifiques.
- À la prépondérance de la finalité de l'ensemble sur les finalités des autres niveaux répond la suprématie de l'intérêt général sur les intérêts particuliers ; le bouclage des relations par lesquelles tous les niveaux du système

19. H. Laborit, *La nouvelle grille*, Robert Laffont, Paris, 1974.

convergent vers la production du niveau supérieur, cependant que celui-ci assure l'existence des niveaux qui le composent, correspond à l'image d'une société démocratique. La finalité du tout assurant la cohésion du système ne provient pas d'un sommet d'où « descendraient » des ordres, mais du système tout entier constitué de l'ensemble de ses composantes ; plutôt que de centralisation ou décentralisation, il convient de parler de répartition du pouvoir par niveaux d'organisation ;

– Ajoutons (ce qui ne ressort pas de la citation ci-dessus) que, chaque niveau recevant et diffusant très exactement la quantité d'information (véhicule de la contrainte) indispensable à la bonne marche du système, celui-ci semble régi par un principe de contrainte minimale²⁰.

Si la bioéconomie doit être toute l'économie, le développement durable relève de la politique économique dans son ensemble

Si, avec David Brower, fondateur de Friends of the Earth, nous faisons mine de prendre au pied de la lettre le récit biblique de la création du monde en six jours, la société industrielle – donc la science économique qui en est issue – n'existe que depuis un quarantième de seconde. Il en résulte quelques conséquences :

– Le temps et l'espace étant indissociables²¹, le regard du quarantième de seconde reste replié sur lui-même : la science économique se pense dans ses propres limites et non dans sa relation avec un milieu externe ; ses règles d'optimisation ne se définissent que par rapport à elle-même ;

– Ce temps est hermétique à l'évolution et à la vie : il ne rend compte des choses qu'au présent et non dans leur devenir ; la théorie néoclassique est effectivement atemporelle, l'« optimum optimorum » auquel elle aspire est nécessairement un équilibre statique ; le temps bref des crises s'impose au détriment de celui de la mutation ;

– Ce temps est celui des choix conflictuels : à un moment donné, ce qui est consommé ne peut être investi ; le salaire constitue un coût pour l'entreprise et non la source d'une dépense dont bénéficierait ultérieurement la production ; l'impôt représente une charge dont on ne juge l'opportunité que sous l'angle du prélèvement, jamais sous celui de la dépense pour laquelle il est prélevé ; au plan global, la part du PIB qui est consacrée au développement économique ne peut l'être à la résorption des déficits budgétaires : s'agissant de la dette publique, il faut donc choisir entre austérité ou relance et comme les effets de la première sont plus immédiats que ceux de la seconde, l'optique du court terme conduit à privilégier la rigueur, au risque d'aggraver à terme les problèmes que l'on prétendait résoudre ;

20. Voir *L'économie et le vivant*, op. cit., et *L'illusion néo-libérale*, 2^e éd., Flammarion, coll. « Champ », Paris, 2001.

21. Nous ne sommes en mesure de percevoir les choses que dans le temps que met leur lumière à nous parvenir.

– Ce temps est aussi celui des choix schizophréniques : les mêmes personnes se prononcent souvent en faveur de la croissance lorsqu’il s’agit de résorber le chômage et contre celle-ci lorsqu’il est question de protéger l’environnement.

Dans le temps long du développement, les phénomènes se bouclent sur eux-mêmes : le salaire devient la source de la consommation qui, avec l’investissement et l’exportation, constitue l’un des trois piliers de l’activité ; le déficit public, condamnable s’il n’alimente que des dépenses improductives, devient bénéfique s’il sert à développer l’investissement, source de revenus et de recettes budgétaires qui, à terme, contribueront à le résorber. Rigueur et relance cessent d’être antagonistes. Le court terme trouve son sens dans le long terme qui le porte.

Dans ce temps long et dans une logique du vivant, le mouvement de l’économie devient celui du *métabolisme* et de la destruction créatrice. Seule la gestion de la mutation offre la perspective d’une politique cohérente de sortie de crise :

- c’est dans le déclin des activités obsolètes (catabolisme) et la réduction des gaspillages que se trouvent les sources d’économie ;
- c’est dans la recherche, l’innovation, les gains en efficacité et le développement des structures de l’avenir (anabolisme) que résident les perspectives d’expansion ;
- et c’est dans la permanence des finalités humaines, à travers le changement, que ce double mouvement prend son sens²².

Soulevons enfin, sans pouvoir nous y engager ici, une dernière question cruciale : rien de décisif ne saurait s’accomplir sans que soit préalablement tranché le nœud gordien d’un pouvoir financier qui, en inversant l’ordre des finalités et des moyens, produit une société proprement insensée.

Un monde à réinventer, la tâche est immense et le temps fait défaut. Le nénuphar – cher au Club de Rome – qui double de surface tous les jours, a envahi la moitié de l’étang ; notre regard nous laisse croire que nous avons encore un peu de temps devant nous, mais la raison nous presse : il ne nous reste que vingt-quatre heures.

RENÉ PASSET est économiste, professeur émérite à la Sorbonne.

22. Ce ne sont là évidemment que des orientations très générales qui, dans un autre cadre, appelleront des développements plus substantiels.